

Table des matières

AVANT-PROPOS	7
LISTE DES ABRÉVIATIONS	11
BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE ET SITOGRAPHIE	15

PARTIE I. DIMENSION INTERNE DE L'ESPACE JUDICIAIRE CIVIL EUROPÉEN

1) Règlement (CE) n° 1346/2000 du Conseil du 29 mai 2000 relatif aux procédures d'insolvabilité	23
2) Règlement (CE) n° 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale	64
3) Règlement (CE) n° 1206/2001 du Conseil du 28 mai 2001 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale	159
4) Directive 2003/8/CE du Conseil du 27 janvier 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires	185
5) Règlement (CE) n° 2201/2003 du Conseil du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le Règlement (CE) n° 1347/2000	204
6) Règlement (CE) n° 805/2004 du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées	262
7) Règlement (CE) n° 1896/2006 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer	293
8) Règlement (CE) n° 861/2007 du Parlement Européen et du Conseil du 11 juillet 2007 instituant une procédure européenne de Règlement des petits litiges	342
9) Règlement (CE) n° 864/2007 du Parlement Européen et du Conseil du 11 juillet 2007 sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (Rome II)	377
10) Règlement (CE) n° 1393/2007 du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (signification ou notification des actes), et abrogeant le Règlement (CE) n° 1348/2000 du Conseil	393
11) Directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale	426
12) Règlement (CE) n° 593/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 sur la loi applicable aux obligations contractuelles (Rome I)	435
13) Règlement (CE) n° 4/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires	457

14) Règlement (UE) n° 1259/2010 du Conseil du 20 décembre 2010 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la loi applicable au divorce et à la séparation de corps (Rome III)	548
15) Règlement (UE) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen	560
16) Règlement (UE) n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte)	647
17) Règlement (UE) n° 606/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 relatif à la reconnaissance mutuelle des mesures de protection en matière civile	757
18) Règlement (UE) n° 655/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 portant création d'une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, destinée à faciliter le recouvrement transfrontière de créances en matière civile et commerciale	775
19) Règlement (UE) n° 2015/848 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relatif aux procédures d'insolvabilité (refonte)	837
20) Règlement (UE) n° 2016/1103 du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière de régimes matrimoniaux	885
21) Règlement (UE) n° 2016/1104 du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière d'effets patrimoniaux des partenariats enregistrés	909
22) Règlement (UE) n° 2016/1191 du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2016 visant à favoriser la libre circulation des citoyens en simplifiant les conditions de présentation de certains documents publics dans l'Union européenne, et modifiant le Règlement (UE) n° 1024/2012	932

PARTIE II. DIMENSION EXTÉRIEURE DE L'ESPACE JUDICIAIRE CIVIL EUROPÉEN

1) Convention concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (Convention de Lugano II du 30 octobre 2007)	985
2) Conventions et Protocoles de La Haye visés dans les règlements européens	1011
2-1) Décision du Conseil 2006/719/CE du 5 octobre 2006 relative à l'adhésion de la Communauté européenne à la Conférence de La Haye de droit international privé	1014
2-2) Conventions et Protocoles de La Haye liant l'Union européenne	1021
2-2-1) Convention de La Haye du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille	1022
2-2-2) Protocole de La Haye du 23 novembre 2007 sur la loi applicable aux obligations alimentaires	1057
2-2-3) Convention de La Haye du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for	1063

PARTIE III. CADRE GÉNÉRAL DE L'ESPACE JUDICIAIRE CIVIL EUROPÉEN

1) Traité de Lisbonne	1074
1-1) Traité sur l'Union européenne (extraits)	1076
1-2) Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (extraits)	1088
1-3) Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne	1125
2) Protocoles	1134
2-1) Protocole (n° 8) relatif à l'article 6, §2 du Traité sur l'Union européenne sur l'adhésion de l'Union à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales	1135
2-2) Protocole (n° 21) sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande à l'égard de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice	1138
2-3) Protocole (n° 22) sur la position du Danemark	1142
2-4) Protocole (n° 30) sur l'application de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne à la Pologne et au Royaume-Uni	1146
3) Programme de Stockholm du Conseil européen et ses suites	1148
3-1) Programme de Stockholm du 11 décembre 2009 (extraits)	1149
3-2) Conclusions du Conseil européen des 26 et 27 juin 2014 (extraits)	1175
4) Règlement (UE) n° 1382/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant un programme «Justice» pour la période 2014-2020	1178
5) Réseaux européens et Forum de discussion en matière de justice	1190
5-1) Décision n° 2001/470/CE du 28 mai 2001 du Conseil relative à la création d'un réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale telle que modifiée par la Décision n° 568/2009/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009	1191
5-2) Communication de la Commission relative à la création d'un forum de discussion sur les politiques et les pratiques de l'Union européenne en matière de justice	1204
5-3) Résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, sur l'institution d'un réseau de coopération législative des ministères de la justice de l'Union européenne (RCLUE)	1211
6) Stratégies politiques	1214
6-1) Stratégie «Formation judiciaire européenne» (2011-2020)	1214
6-1-1) Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions du 13 septembre 2011, Susciter la confiance dans une Justice européenne - Donner une dimension nouvelle à la formation judiciaire européenne	1215
6-1-2) Conclusions du Conseil du 27 octobre 2011 sur la formation judiciaire européenne	1224
6-2) Stratégie «e-Justice européenne» (2014-2018) et son plan d'action	1227
6-2-1) Stratégie «e-Justice européenne» (2014-2018)	1228
6-2-2) Plan d'action européen pluriannuel relatif à la Justice en ligne 2014-2018	1236

INDEX	1246
TABLES DE JURISPRUDENCE	1265
TABLE DES MATIÈRES DÉTAILLÉE.....	1285